

Entretien

Populisme, patrie, Podemos, la France insoumise, Macron« caudillo néolibéral »

samedi 30 septembre 2017, par [BENBARA Lenny](#), [DAIN Vincent](#), [ERREJON Iñigo](#), [ROSELL Léo](#) (Date de rédaction antérieure : 16 août 2017).

Iñigo Errejón a longtemps été le numéro 2 de Podemos et l'intellectuel de référence du mouvement. Il est le principal artisan de la « stratégie populiste », inspirée des thèses post-marxistes d'Ernesto Laclau et de Chantal Mouffe, qui nourrit aujourd'hui les débats des gauches européennes. Nous avons eu la chance de pouvoir le rencontrer et de réaliser un entretien lors d'un voyage de la rédaction à Madrid. De nombreux thèmes y sont abordés : le populisme comme méthode de construction des identités politiques ; la façon dont Podemos s'est approprié le patriotisme ; la France Insoumise ; le populisme néolibéral d'Emmanuel Macron et la centralité politique de la notion d'ordre.

LVSL : Lorsque l'on parle de populisme en France, on est confronté à plusieurs difficultés. D'abord, malgré l'essor de la France Insoumise, qui a adopté à bien des égards une stratégie populiste au cours de la campagne présidentielle, de nombreux secteurs de la gauche française n'entendent pas se défaire de l'axe gauche/droite. Pourquoi selon vous les métaphores gauche et droite ne sont plus la clé de compréhension du moment politique actuel ?

Iñigo Errejón - Je commencerais par dire que c'est difficile en Espagne aussi. La bataille intellectuelle pour faire comprendre cette idée simple n'a pas encore été menée. Néanmoins, en 2014 et en 2015, une bonne partie des analystes et de nos camarades ont accepté l'idée que gauche et droite n'étaient plus les métaphores les plus aptes pour penser la transformation politique, tout simplement parce que nous en étions la preuve vivante. Beaucoup se méfiaient encore de la stratégie populiste, mais nous avons montré dans la pratique que cela fonctionnait, il leur était donc plus difficile de la contester. Dans un sens, nous avons donc plus avancé sur le terrain électoral que sur le terrain intellectuel.

Pourquoi l'axe métaphorique gauche/droite n'est pas le plus utile aujourd'hui pour comprendre comment se construisent les identités politiques en Europe ? La première réponse que j'apporterais est davantage politique que théorique. Dans la pratique, toutes les forces qui ont fait irruption dans les systèmes politiques européens, et qui ont été capables de les transformer, rejettent cet axe gauche/droite. Certains le font depuis des positions réactionnaires, d'autres depuis des positions progressistes. Le succès de Jeremy Corbyn a parfois été perçu comme un retour en force de la gauche. Mais même Corbyn a fait l'effort de traduire le langage du travaillisme afin de s'adresser aux classes populaires et aux classes moyennes britanniques, bien plus qu'il n'a cherché à revenir à l'essence de la gauche. Dans la pratique, empiriquement, tous les phénomènes politiques qui

apportent une quelconque nouveauté dans le paysage politique européen naissent à partir d'une rhétorique qui tente d'identifier une majorité non-représentée plutôt qu'à partir d'un appel à se regrouper derrière les valeurs et la phraséologie de la gauche.

Pendant le long cycle néolibéral européen, gauche et droite ont trop longtemps signifié sociaux-démocrates et conservateurs. Cette idée s'est profondément installée dans l'imaginaire collectif. Je ne crois pas du tout que lorsque les gens ont investi les places publiques, en Espagne, pour dire « nous ne sommes ni de droite, ni de gauche, mais nous sommes ceux d'en bas contre ceux d'en haut », ils aient voulu explicitement contester les catégories politiques caractéristiques de la modernité. Non, ils disaient « nous ne sommes ni le PSOE ni le PP », car gauche et droite ont fini par être assimilées aux partis sociaux-démocrates et conservateurs. Mais pour beaucoup de gens, et je crois qu'on l'observe bien dans les politiques publiques, la principale frontière qui divise nos sociétés n'est pas celle qui sépare les sociaux-démocrates et les conservateurs, mais celle qui sépare ceux d'en haut du reste de la société, reste de la société qui souffre du consensus néolibéral, des politiques technocratiques et des coupes budgétaires, appliquées tantôt par la gauche, tantôt par la droite.

« La principale frontière qui divise nos sociétés n'est pas celle qui sépare les sociaux-démocrates des conservateurs, mais celle qui sépare ceux d'en haut du reste de la société qui souffre du consensus néolibéral. »

De sorte que la "gauche" n'est plus une expression valide, un rempart discursif utile, pour contester les politiques néolibérales et la prise en otage de la souveraineté populaire, car ceux qui ont hégémonisé le terme « gauche » ont été les principaux complices de ces politiques. Face à cette situation, une certaine gauche communiste ou post-communiste se contente de dire « oui, mais c'est parce qu'ils n'étaient pas vraiment de gauche ». Mais nous entrons alors dans un jeu de poupées russes où la gauche s'enferme dans une sorte de grand concours pour déterminer qui s'arrogera le monopole de l'étiquette : « je suis de gauche mais toi tu ne l'es pas. Moi oui, mais celui-là non ». Cette histoire relève du religieux bien plus que du politique.

Enfin, ce qui est en jeu dans nos sociétés européennes n'est pas tant de savoir si les politiques de nos gouvernements vont s'orienter un peu plus à gauche ou à droite. Il s'agit d'un combat fondamental entre démocratie et oligarchie. Et ce combat peut rassembler beaucoup de gens qui s'associent traditionnellement aux valeurs de la droite, ou à des valeurs conservatrices, mais qui commencent à percevoir qu'il n'y a rien à espérer des élites traditionnelles de leurs pays. L'idée de méritocratie, par exemple, était traditionnellement hégémonisée par la droite. Aujourd'hui en Espagne, l'idée de méritocratie est anti-oligarchique : avec le Parti Populaire au gouvernement, il est impossible de considérer que nous sommes dans une situation où les meilleurs professionnels obtiennent les meilleurs postes. Cette idée était autrefois conservatrice. De même que l'idée de souveraineté nationale. Or, il est aujourd'hui évident que la souveraineté nationale est menacée par un gouvernement qui a placé la politique économique du pays au service de M^{me} Merkel. Cette idée était de droite, et pourtant elle est aujourd'hui anti-oligarchique. C'est la raison pour laquelle je crois qu'actuellement, la frontière fondamentale entre démocratie et oligarchie est une frontière plus radicale, qui laisse par ailleurs entrevoir la possibilité d'une majorité bien plus large que celle de la seule gauche.

LVSL : L'idée de disputer les signifiants hégémonisés par l'adversaire est intéressante, elle est même probablement la clé d'une stratégie politique efficace. Il y a un débat entre ceux qui, comme Chantal Mouffe, en appellent à la construction d'un populisme de gauche, tandis que d'autres, comme vous, revendiquent un populisme « démocratique » ou « transversal ». Qu'entendez-vous par ce concept ? Est-ce que cela signifie que vous êtes inspiré par le Movimento Cinque Stelle italien, qui semble être le mouvement populiste le

plus transversal en Europe ?

Nous avons vu le M5S adopter des comportements erratiques et contradictoires, notamment lorsqu'ils ont préféré former un groupe au Parlement européen avec des formations politiques parfois racistes, plutôt qu'avec des forces de transformation sociale. Sur de nombreux aspects, nous ne nous reconnaissons pas dans ce mouvement, mais je n'ai pas étudié le phénomène et je le dis donc avec prudence et avec respect.

Dans *Construire un peuple*, nous discutons précisément de ce sujet avec Chantal Mouffe. Elle avance le concept de populisme de gauche. Je crois qu'elle le fait en partie car elle réfléchit depuis un contexte national, plus précisément le contexte national français, dans lequel il est nécessaire d'affirmer une différence morale vis-à-vis du FN. De ce fait, le populisme doit être accompagné d'un complément rassurant : « nous sommes populistes, mais ne vous en faites pas, nous sommes de gauche ». Pour ma part, je milite au sein d'un projet politique, dans un pays qui, certainement grâce au 15-M et grâce à notre irruption, n'est pas concerné par une menace fasciste. Il n'est donc pas nécessaire en Espagne de parler d'un populisme « de gauche ».

« La faim, l'exclusion sociale, la destruction des services publics, le traitement criminel infligé aux réfugiés, ne sont pas le fait de dangereuses hordes de chemises noires mais de gouvernements parfois sociaux-libéraux et souvent libéraux-conservateurs. »

Nous n'avons pas besoin d'avoir ce geste rassurant qui, à mon avis, et j'en parle beaucoup avec Chantal, est avant tout destiné au vieux progressisme européen : « nous parlons de souveraineté, de patrie, de reconstruire une idée de peuple, nous parlons de la centralité de l'Etat dans l'organisation de la vie collective, mais pas de panique, ce n'est pas le retour aux années 30 ». Du fait de la situation espagnole, et de la génération à laquelle j'appartiens, nous ne sommes pas contraints d'apporter cette nuance. Ça ne me fait pas peur. Souvent, la gauche aime exagérer le risque fasciste en Europe, mais les pires atrocités en Europe sont aujourd'hui commises par des élites subordonnées au projet financier européen. La faim, l'exclusion sociale, la destruction des services publics, le traitement criminel infligé aux réfugiés, ne sont pas le fait de dangereuses hordes de chemises noires mais de gouvernements parfois sociaux-libéraux et souvent libéraux-conservateurs. Voilà la véritable menace de dérive autoritaire qui pèse sur l'Union européenne.

En termes analytiques, la distinction entre populisme de gauche et populisme de droite est-elle utile ? Il me semble que c'est avant tout une distinction morale, qui fait moins sens d'un point de vue théorique. Le problème, c'est que la perspective théorique que nous partageons peut parfois conduire à des conclusions effrayantes : « Si le Front national est une force populiste, cela signifie-t-il que j'ai quelque chose à voir avec eux ? Peut-on être apparentés dans notre manière d'envisager la politique avec des forces que nous détestons et qui nous sont antagonistes ? ». Je pense qu'il est possible de partager une même approche théorique tout en ayant des visions antagonistes quant à la société que nous souhaitons construire. Je crois donc que le populisme « de gauche » reste un complément tranquillisant. Il ne me dérange pas, mais je ne sais pas s'il apporte grand-chose.

LVSL : Où se situe dès lors la distinction entre le populisme démocratique et le populisme du Front national, par exemple ?

Si l'on veut différencier le populisme démocratique du populisme réactionnaire, il y a selon moi deux grandes distinctions à opérer. La première réside dans la conception du peuple. D'un côté, le peuple est considéré comme une unité organique, qui préexiste à la volonté générale. De l'autre, il est envisagé comme un construit culturel permanent.

Pour les réactionnaires, le peuple est, car il en a toujours été ainsi, depuis leurs grands-parents et

leurs arrière-grands-parents. Le peuple existe de manière organique, en tant qu'essence, indépendamment de la volonté qu'ont les citoyens qui habitent un pays à un moment donné. Ainsi, la vision selon laquelle le peuple de France est immortel, et selon laquelle il est directement relié à Jeanne d'Arc. Non pas tant par la volonté des Français d'aujourd'hui de reproduire l'héroïsme de Jeanne d'Arc, mais par le sang, et par la terre. C'est ce lien de filiation essentialiste qui débouche facilement sur une vision réactionnaire et raciste du peuple.

Dans la version démocratique du populisme, le peuple n'existe pas, mais il est dans le même temps indispensable. Il n'y a pas un lieu dans lequel se rendre pour trouver le peuple mythique, pas ici ni même dans les villages indigènes des Andes. Il n'y a pas de lieu mythique dans lequel il suffirait de soulever le rideau pour découvrir le peuple dans toute sa splendeur. Le peuple est une volonté générale qui résulte d'une construction culturelle. Il dote un ensemble de citoyens fragmenté et dispersé d'un horizon qui leur permet de regrouper leurs volontés, leurs désirs, leurs attentes, leurs craintes, et d'avancer dans le même sens. Mais cette unité n'est pas organique, elle n'est pas donnée une fois pour toutes. C'est d'ailleurs cette dernière idée que l'on retrouve dans les vieux concepts de nation pour les fascistes et de classe dans le marxisme : quelque chose qui existerait avant le politique, et que nous devrions ensuite découvrir. Je ne crois pas que ce soit le cas, le peuple est une construction culturelle qui doit se reproduire chaque jour.

De ce fait, je n'accepte pas la critique des libéraux selon laquelle tout populisme serait totalitaire, car ils croient que le peuple est un et que la représentation est une. Ils nous ont mal lus. Nous pensons que le peuple est une construction quotidienne de l'intérêt général. Mais cet intérêt général ne préexiste pas dans l'attente d'être découvert, c'est un travail de tous les jours. Le peuple n'existe pas, et en même temps le peuple est inévitable, car sans le peuple il n'y a pas de possibilité d'envisager des fins collectives au politique.

LVSL : Quelle est la deuxième distinction ?

La seconde distinction découle de la première, elle tient à la désignation d'un ennemi ou d'un adversaire. Pour les populistes réactionnaires, les ennemis sont les travailleurs immigrés, les populations les plus démunies : c'est la logique de la haine de l'avant-dernier contre le dernier. Pour nous, l'ennemi ou l'adversaire contre lequel nous construisons le peuple, ce sont les oligarchies qui n'ont cessé de séquestrer nos institutions et nos Etats de droit en Europe. C'est ce qui me semble faire la différence.

LVSL : En 2012, dans un débat avec Chantal Mouffe et Ernesto Laclau, Jean-Luc Mélenchon expliquait qu'il lui était difficile d'utiliser le concept de populisme car il était connoté négativement (assimilé à l'extrême droite, aux "bas instincts" du peuple). Selon Ernesto Laclau, en revanche, "il faut faire avec le populisme ce que les chrétiens ont fait avec la croix : transformer un symbole d'ignominie en un symbole positif"...

Je n'étais pas d'accord avec Ernesto Laclau lorsqu'il disait que le populisme est un terme que l'on peut disputer et resignifier pour l'utiliser à des fins de communication politique. Je ne le crois pas, je pense que le terme est trop chargé négativement dans les sociétés européennes. Dans ma pratique politique et médiatique quotidienne, il ne me sert à rien. Il m'est utile dans ma pratique intellectuelle et analytique. Dans un entretien à tête reposée, plus théorique, je peux reconnaître que le populisme m'apparaît comme la meilleure grille d'analyse pour comprendre la naissance et le développement de Podemos. Et nous-même nous sommes largement abreuvés d'expériences populistes ou national-populaires, en Amérique latine notamment. Lorsqu'il s'agit de communiquer, le concept de populisme ne me sert pas. Je nous identifie comme une force démocratique confrontée à des forces représentant les intérêts de minorités de privilégiés.

LVSL : Quel rôle a pu jouer la spectaculaire vague de mobilisations sociales qui a secoué l'Espagne ces dernières années, et tout particulièrement le mouvement des Indignés, dans le processus de construction du peuple ?

Un processus radical de transformation, une révolution démocratique, suppose que les « sans-titres », comme le dirait Jacques Rancière, aient la capacité de rééquilibrer la répartition des pouvoirs dans leur société d'une manière plus juste, plus favorable aux gens ordinaires, à ceux d'en bas. Et pour cela, il est nécessaire de produire une certaine idée de transcendance, de mystique et d'épique, afin d'assurer que nous ne représentons pas seulement des intérêts corporatistes. C'est un peu l'idée que l'on retrouve dans *Gladiator*, « ce que nous faisons dans nos vies trouve un écho dans l'éternité » : l'idée que nous sommes en train de faire l'histoire.

Dans la sémantique politique espagnole, normalement, « peuple » est un terme que les gens n'osent pas utiliser sauf dans les manifestations de grande ampleur. Personne ne chante « *El pueblo unido jamás será vencido* » dans un rassemblement de 2000 personnes. Mais si ce sont 200 000 personnes qui se regroupent, tout le monde le chante, comme s'il s'agissait d'un terme réservé aux grandes occasions, un mot que nous utilisons uniquement lorsque que nous croyons représenter légitimement une majorité au-delà de la rue. En 2011, les Indignés manifestaient cette ambition de représenter la véritable volonté populaire. Une dirigeante du PP disait à l'époque « ceux qui sont sur les places sont 500 000 au maximum. Ils n'ont pas le droit de dire qu'ils représentent le peuple alors que moi j'ai été élue par 11 millions de personnes ».

*« C'est un peu l'idée que l'on retrouve dans *Gladiator*, ce que nous faisons dans nos vies trouve un écho dans l'éternité : l'idée que nous sommes en train de faire l'histoire. »*

Je crois que, sans même le savoir, elle touchait du doigt le nerf central du débat politique : qui peut parler au nom du peuple ? Et ce n'est pas une question purement statistique. Elle avait raison, 11 millions de personnes avaient voté pour le PP. Sur les places, nous n'étions pas aussi nombreux. En termes mathématiques, elle pouvait compter sur plus de citoyens que nous. Mais le peuple n'est pas une somme de citoyens, il n'est pas même la majorité absolue des citoyens. C'est une idée qui transcende la somme des individualités. On peut très bien représenter le peuple tout en étant en minorité numériquement, dès lors que nous sommes une majorité culturelle. C'est-à-dire lorsqu'existe la sensation qu'un groupe, plus ou moins grand, représente à un moment donné les grandes espérances de la communauté, et sa volonté d'avancer. De ce fait, le groupe a la capacité de parler au nom de tous, de proposer des grands objectifs collectifs.

Si le 15-M a eu cette capacité de construction populaire, ce n'est pas parce qu'une majorité des Espagnols étaient rassemblés sur les places. Il y a une vision gauchiste qui consiste à expliquer nos succès électoraux comme le résultat mécanique de l'ampleur des mobilisations sociales. Mais ce qu'il faut bien voir, c'est que ces mobilisations sociales ont avant tout bousculé le sens commun de l'époque, à tel point que les enquêtes sociologiques indiquaient que 75% de la population espagnole était d'accord avec les revendications portées par le mouvement des Indignés. Cela signifie qu'il y avait dans le lot de nombreux électeurs de droite, du centre, de la gauche, des abstentionnistes. C'est pourquoi nous qui étions sur les places pouvions parler au nom d'un peuple espagnol oublié et non représenté. Non pas par le nombre de personnes présentes, mais du fait de la résonance que rencontrait notre propos dans tout le pays.

LVSL : C'est donc cette capacité à créer de la transcendance, à produire un discours englobant et inclusif qui permet de construire une majorité politique capable de prendre le pouvoir ? Dans *Construire un peuple*, vous insistez tout particulièrement sur la nécessité pour les forces de progrès social d' « hégémoniser l'identification nationale ». Quelle importance accorder à la notion de patrie ?

Pour que les protestations puissent déboucher sur la possibilité d'une majorité, et par la suite conquérir l'Etat, il faut un certain horizon transcendant. Tout au long de l'histoire de la modernité européenne, cet horizon transcendant s'est incarné dans trois grandes références : la patrie, la religion, la classe. Ce sont les trois grandes idées pour lesquelles les gens sont morts, en considérant que cela en valait la peine. Aujourd'hui, nous sommes en quelque sorte une force politique laïque, dans le sens où nous estimons que le paradis ne peut se construire, mais que si quelque chose de semblable peut être construit, il faudrait le faire ici et maintenant. Donc nous écartons la religion. Par ailleurs, je doute que quiconque défende aujourd'hui que la classe sociale constitue à elle seule un élément susceptible de regrouper une majorité sociale. En Espagne, les gens ont participé à la contestation davantage en tant que citoyens qu'en tant que travailleurs. Car sur les lieux de travail se sont avant tout installées la peur et la précarité, au détriment d'une identité salariale forte.

Aujourd'hui, je crois que même ceux qui continuent à se définir « communistes », ou qui se reconnaissent dans les mythes de la gauche, ne soutiennent plus qu'il soit possible de construire une majorité sociale capable de représenter le renouveau en faisant de la classe sociale l'identité politique centrale. Ils le disent peut-être encore dans les fêtes du parti, à travers les rites, mais tous ont ajouté à leurs discours des notions telles que « majorité sociale », « secteurs populaires ». C'est-à-dire qu'ils ont dû s'ouvrir.

Nous avons appris en Amérique latine, mais plus généralement en étudiant tous les processus de transformation politique, que les révolutions s'opèrent au sein de pays dans lesquels les manuels les déclarent impossibles. Les leaders qui les ont conduits, ou les intellectuels qui les ont guidés, ont toujours fait le contraire de ce que dictait l'orthodoxie marxiste-léniniste dans leurs pays. Dans l'immense majorité des cas, à l'exception peut-être de la révolution russe, ce sont fondamentalement des révolutions de type national-populaire, au cours desquelles l'identification des masses à la révolution tenait davantage à l'idée qu'il était nécessaire d'émanciper la nation, de la libérer et de faire coïncider ses intérêts avec ceux des plus démunis. Bien sûr, une fois au pouvoir, les leaders adoptent une rhétorique différente, plus proche de celle qu'apprécie la gauche. Mais la révolution menée par Fidel Castro, celle de Mao, ou toutes les transformations politiques progressistes qui ont eu lieu en Amérique latine, ont toujours été le fruit d'un mariage entre la nation et le peuple bien plus que de la récupération d'une rhétorique "de gauche" : la patrie, ce sont les pauvres, les "descamisados" dans le cas du péronisme.

LVSL : Dans le cas de Podemos en Espagne, comment vous êtes-vous réappropriés le concept de patrie ?

Nous avons commencé par le faire sur le plan intellectuel dans un premier temps, sans le revendiquer sur le plan politique. Nous avons commencé à dire qu'une gauche - on parlait encore de la gauche à ce moment-là - incapable de se montrer fière de son pays ne pouvait que difficilement représenter les aspirations générales de ses concitoyens. Nous avons commencé à l'évoquer, et c'est important, lorsque l'Espagne a gagné la Coupe du monde de football contre les Pays-Bas, en 2010. Moi j'aime le football, ce n'est pas le cas de tous mes camarades. Mais dans notre pays, la victoire de la sélection nationale au mondial a été un véritable événement. Evidemment, au Pays Basque ou en Catalogne, les gauches indépendantistes avaient une solution, puisqu'il leur suffisait de dire que c'était à leurs yeux la victoire d'un pays étranger et qu'il ne valait donc pas la peine de la célébrer. Mais pour nous, il était évident que c'était notre pays qui avait gagné. Et il faut bien voir que le drapeau officiel de l'Espagne, les symboles nationaux espagnols se sont généralisés depuis qu'une bonne partie des immigrés équatoriens, subsahariens ou marocains se les sont appropriés.

Il est vrai que ces symboles restent encore associés au camp qui a gagné la guerre civile, puisque les vainqueurs de la guerre ont changé l'hymne, le drapeau, et ont patrimonialisé l'idée même d'Espagne. La Transition à la démocratie n'a pas résolu ce problème. La plupart des forces

démocratiques qui avaient lutté contre la dictature ne considéraient pas l'idée d'Espagne et les mythes nationaux comme les leurs. La victoire de la sélection nous a fait prendre conscience que les secteurs révolutionnaires et progressistes, ou la gauche plus généralement, ne pouvaient construire l'hégémonie dans un pays dont ils ne voulaient pas prononcer le nom. Une gauche qui disait en permanence « l'Etat espagnol », ou « notre pays ». Non, l'Espagne ! Il s'agit là clairement d'un signifiant relativement vide à disputer.

« On ressentait la chaleur émotionnelle lorsqu'on expliquait que la patrie, ce sont les écoles publiques, l'égalité des opportunités, la santé publique, le fait que les riches paient des impôts ici. »

Nous avons donc commencé à en discuter d'un point de vue intellectuel. Et le lancement de Podemos nous a permis d'expérimenter dans la pratique nos discussions théoriques. Dans un premier temps, nous n'affirmions pas la patrie en termes positifs mais en termes négatifs, en désignant les ennemis de la patrie, ou plutôt ceux qui n'étaient pas patriotes. Nous avons utilisé des métaphores très simples : n'est pas patriote celui qui porte un bracelet aux couleurs de l'Espagne au poignet mais qui cache son argent sur des comptes en Suisse. Nous avons commencé par employer ce type d'images sans même encore nous revendiquer comme patriotes, en affirmant qui ne l'était pas. Et cela fonctionnait : pendant nos meetings, toute une partie du public qui ne provenait pas du militantisme se mettait à vibrer lorsqu'on parlait de patrie. On ressentait la chaleur émotionnelle lorsqu'on expliquait que la patrie, ce sont les écoles publiques, l'égalité des opportunités, la santé publique, le fait que les riches paient des impôts ici, que la patrie, c'est ne pas permettre qu'il puisse y avoir des contrats à 4 euros de l'heure. Nous avons mis en avant une conception radicalement démocratique et égalitaire de la patrie. La patrie, c'est une communauté dont on prend soin.

LVSL : Et cette stratégie a-t-elle réellement fonctionné dans la durée ?

Cette stratégie a commencé à fonctionner. Je vous conseille de regarder le meeting que nous avons fait le 2 mai dernier, à l'occasion de la célébration du soulèvement national du 2 mai 1808 contre l'armée française. Cette date a longtemps été revendiquée par la droite, car l'invasion française a coupé en deux le camp progressiste. Une partie des intellectuels libéraux de l'époque a considéré qu'il s'agissait certes d'une invasion étrangère, mais qu'elle donnait aussi l'opportunité de moderniser le pays contre l'influence du clergé et de la monarchie. De l'autre côté, il y a eu un soulèvement populaire contre l'invasion bonapartiste et contre le roi qui avait livré le pays à l'armée française. On peut donc dire qu'il y a dès cette époque une première idée nationale-populaire qui combine éléments conservateurs et éléments progressistes, qui ne se contente pas de se soulever contre l'invasion étrangère, mais qui pointe également du doigt les classes dominantes espagnoles qui ont vendu le pays.

On l'a observé à de nombreuses reprises au cours de notre histoire, y compris pendant la guerre civile. Même l'anarchisme, qui a été la principale force politique au sein du mouvement ouvrier espagnol, a mis en avant l'idée qu'il fallait libérer l'Espagne des armées allemandes et italiennes, le fascisme étant appréhendé comme une force d'invasion étrangère. Le mouvement ouvrier présenté comme la meilleure expression de la défense de la patrie. Ce sont des épisodes qui sont assez peu racontés. Ils s'inscrivent dans la narration d'une histoire du national-populaire en Espagne que nous avons cherché à reprendre. Qu'une force politique comme la nôtre organise un rassemblement le 2 mai, date traditionnellement prisée par les conservateurs, est significatif. Mais nous ne le faisons pas pour revendiquer une essence raciale ou pour dire que nous descendons de nos ancêtres par le sang. Non, nous le faisons pour revendiquer une histoire au cours de laquelle à chaque fois que l'Espagne a été en danger, ce sont les gens humbles qui ont porté la patrie sur leurs épaules. Chaque fois que la souveraineté nationale s'est retrouvée menacée, ce sont les plus pauvres, les plus opprimés qui se sont levés pour défendre leur pays. Nous avons mis en avant cette idée, et cela a marché, cela marche toujours. Beaucoup de gens en sont émus et y trouvent un sens.

Nous avons toujours reçu des critiques féroces de la part d'une gauche qui confond souvent ses propres préférences esthétiques avec celles de notre pays. Comme la revendication de l'idée de patrie ne leur plaisait pas, ils disaient toujours que cela n'allait pas fonctionner. De fait, à chaque fois que nous avons eu une baisse de régime ou que nous avons essuyé des échecs, on nous a expliqué que nous n'avions pas été suffisamment de gauche et que nous avons été trop patriotes. Ils le soutiennent sans la moindre preuve empirique, mais il existe en Espagne une gauche persuadée que les choses vont revenir à la normale, que la politique va de nouveau se déterminer par rapport à l'axe gauche/droite et que l'avenir leur donnera raison. Ils s'agrippent au moindre signal : Corbyn a gagné ? C'est le retour de la gauche ! Podemos trébuche ? C'est que le discours sur la patrie ne marche pas ! Néanmoins, ce qui est sûr, c'est que cela nous a permis d'occuper une position plus centrale que celle que nos biographies militantes - nous venons tous des mouvements sociaux et de l'extrême gauche - ne nous auraient jamais permis d'atteindre. Que les choses soient bien claires, il ne s'agit pas d'une manœuvre de marketing électoral mais d'une tentative de reconstruction d'une identité politique qui puisse être majoritaire en Espagne.

LVSL : Comment conjuguez-vous cette réappropriation de la patrie au concept de "plurinationalité" également avancé par Podemos dans le but de repenser l'organisation territoriale de l'Etat espagnol ?

C'est extrêmement difficile. Nous sommes une force politique qui gouverne la ville de Madrid, et nous faisons non seulement des meetings en catalan et en euskara en Catalogne et au Pays Basque, mais nous reconnaissons également qu'il s'agit de nations. Non pas pour des raisons archéologiques ou biologiques, mais ce sont des nations car il y a un désir majoritaire d'être nation, une dimension constituante. Et en tant que nation, nous reconnaissons qu'elles ont la possibilité d'exercer leur droit à l'autodétermination. Notre position consiste à affirmer que nous sommes une patrie plurinationale, une patrie composée de plusieurs nations. Ce qui nous unit n'est en aucun cas une essence nationale, mais une volonté d'être ensemble pour nous protéger de la finance, de la corruption et de l'austérité. Cette volonté d'être ensemble pour nous protéger, je l'emprunte au kirchnérisme et à Hebe de Bonafini, qui affirme que la patrie, c'est l'autre : la patrie est l'identification à l'autre. Si l'autre souffre, s'il n'a pas de quoi se nourrir ou s'il n'a pas de travail, cela te fait mal à toi aussi. Là encore, la patrie est une communauté solidaire, une communauté qui prend soin d'elle-même et de ses membres, indépendamment de leurs noms et de leur couleur de peau. Nous prenons soin les uns des autres, nous sommes une communauté qui se protège.

Il nous faut combiner cette idée avec le fait que l'Espagne est constituée de plusieurs nations. Et le ciment qui permet de faire tenir ces nations ensemble, c'est la construction de la souveraineté populaire et la liberté de décision. Nous souhaitons discuter librement avec les Catalans, nous voulons qu'ils puissent décider par eux-mêmes de rester avec nous ou non. Nous, nous souhaitons qu'ils restent. Nous pensons que la conception que nous avons de notre pays va dans cette direction, qu'elle aide à ce qu'ils souhaitent rester avec nous.

« Nous sommes la force politique qui tente de réinvestir un patriotisme progressiste tout en reconnaissant que la Catalogne est une nation et qu'elle doit pouvoir exercer son droit à l'autodétermination. »

Une partie de l'indépendantisme catalan, qui est tout à fait légitime, d'autant plus qu'il incline à gauche, est né avec l'idée que l'Espagne était irréformable. Il leur apparaît dès lors plus facile de construire leur propre Etat en Catalogne plutôt que de transformer l'Espagne. Nous, nous aspirons à apporter une réponse à cela. Mais la réponse ne serait pas complète si on ne répétait pas que rien ne construit plus la patrie que la définition d'un ennemi. Par conséquent, au-delà de constructions plus élaborées, le plus important est de savoir qui va pouvoir définir qui est la patrie et qui en sont les ennemis. Pour le PP, les ennemis de la patrie sont les Catalans. Mais lorsque nous construisons la

patrie, les ennemis sont les dirigeants du PP qui sont en train de livrer notre pays à Merkel et à l'Union européenne allemande. La lutte pour définir qui construit la patrie est la lutte pour définir qui construit l'ennemi de la patrie.

Nous sommes la force politique qui tente de réinvestir un patriotisme progressiste tout en reconnaissant que la Catalogne est une nation et qu'elle doit pouvoir exercer son droit à l'autodétermination. C'est certainement la réussite intellectuelle et politique dont je suis le plus fier. Faire les deux à la fois implique de nombreuses contradictions, mais il me semble que c'est la seule manière de résoudre en même temps le problème de la souveraineté populaire en Espagne et le problème de la relation démocratique entre les différents peuples d'Espagne. Quand je donne une réponse théorique, cela semble simple, dans le quotidien politique et médiatique, c'est beaucoup plus compliqué.

LVSL : Il semblerait qu'en France aussi l'idée qu'il est nécessaire de se réappropriier le concept de patrie ait fait son chemin. Le Front national l'a déjà entrepris depuis longtemps, mais on l'observe également d'une certaine manière à gauche avec la France Insoumise. Emmanuel Macron l'a très bien compris lui aussi.

Bien sûr. Il est vrai que l'idée de patrie s'est positionnée au centre du débat politique. Vous en savez plus que moi, mais je crois qu'en France, l'idée de patrie n'a jamais été véritablement absente. Vos symboles nationaux sont plus facilement appropriables à travers un discours progressiste. J'adorerais avoir un hymne national comme la Marseillaise, je n'arrêterais pas de le chanter si c'était le cas ! L'hymne national, le drapeau, jusqu'au fait que l'indépendance nationale ait été retrouvée face à l'invasion fasciste, tout cela favorise la construction d'une idée de patrie radicalement progressiste et démocratique.

Je crois que c'est plus difficile pour nous en Espagne, car le sédiment historique est plus complexe. Nous n'avons pas vécu la Seconde guerre mondiale. Nous avons le mouvement ouvrier le plus puissant d'Europe et c'est pourquoi le fascisme a dû livrer avec difficulté une guerre civile de trois ans et demi avec l'appui de deux puissances étrangères. Mais nous l'avons payé par une dictature de quarante ans et une Transition semblable à celle du Chili, qui amplifie fondamentalement les droits civils et sociaux mais laisse intactes une grande partie des bases matérielles de l'oligarchie qui avait gouverné pendant la dictature et qui s'est perpétuée sous la démocratie. L'idée de patrie retrouve une certaine centralité en France, mais elle n'avait jamais vraiment disparu donc. La Résistance comportait une dimension clairement patriotique. Même le PCF, tout comme le PCI, bien qu'il maniait la faucille et le marteau lorsqu'il fallait discuter avec les autres partis communistes, pratiquait à la maison une politique de type national-populaire. Les plus grandes avancées du PCI, que je connais mieux que le PCF, ont eu lieu lorsque le parti a mis en pratique une politique plus nationale-populaire que communiste.

Le livre de Lucio Magri à propos du PCI, *El sastre de Ulm*, est très intéressant. Il raconte comment les délégués du PCI auprès de la Troisième Internationale promettaient à Moscou de mener une politique de « classe contre classe » en conformité avec les recettes inscrites dans les manuels. Mais lorsqu'ils rentraient en Italie, ils théorisaient la voie italienne vers le socialisme. Ils parlaient d'ailleurs davantage d'une République populaire italienne que de socialisme. En Italie, deux grands partis se disputaient le peuple : la démocratie chrétienne et le PCI.

LVSL : Mais pourquoi avons-nous assisté à un tel retour en force du concept de patrie ?

En France, il semble que cette idée revienne sur le devant de la scène. Comme si seul quelqu'un qui revendiquait une idée forte de patrie pouvait remporter l'élection présidentielle. Pourquoi cela ? Je crois que beaucoup de citoyens français ressentent un profond malaise, qui s'est exprimé au moment

des élections, qui provient du fait que la mondialisation néolibérale a provoqué l'érosion des droits et des sécurités quotidiennes, qu'elle a ébranlé les certitudes des gens ordinaires.

« L'un des plus grands échecs culturels de l'UE, c'est qu'il s'agit avant tout d'une histoire à succès pour les élites et d'une montée de l'insécurité cauchemardesque pour ceux d'en bas. »

Le récit a basculé : « avant, je savais qu'en tant que travailleur ou qu'en tant que citoyen français, je disposais d'un certain nombre de droits. Mais aujourd'hui, j'ai peur de ce qu'il va m'arriver dans les mois qui viennent. Pour vous, les élites qui voyagez en permanence à Bruxelles, qui prenez l'avion vers les quatre coins du monde, vous qui parlez quatre langues et qui envoyez vos enfants étudier à l'étranger, pour vous, la mondialisation et l'Union européenne sont un conte enchanté ».

Personnellement, je crois que l'un des plus grands échecs culturels de l'UE, c'est qu'il s'agit avant tout d'une histoire à succès pour les élites et une montée de l'insécurité cauchemardesque pour ceux d'en bas.

Ce que les élites sociales-démocrates et libérales qualifient d' « euroscepticisme » n'est rien d'autre que la question que se posent un grand nombre de Français, d'Italiens, d'Espagnols, de Grecs, d'Irlandais : « Et moi, qu'est-ce que j'ai à gagner dans tout ça ? Qu'on m'explique en quoi mes conditions de vie se sont améliorées ces vingt dernières années alors que tout ce que je vois, c'est qu'elles ont constamment empiré ». On nous raconte que l'UE est géniale grâce au programme Erasmus, parce qu'on organise des sommets ensemble, mais le projet européen attire de moins en moins de gens. Moi j'ai été en Erasmus, mais cela concerne là aussi de moins en moins de monde. Ce qui est sûr, c'est qu'aujourd'hui en Espagne, l'accès à l'université est de plus en plus inégalitaire, et qu'obtenir un travail qui te permette de vivre sereinement les fins de mois est plus difficile qu'il y a vingt ans.

L'idée fondamentale est la suivante : « et moi, qui me protège ? ». Je crois que les élites culturelles européennes ont voulu voir dans ce questionnement une sorte de repli identitaire et réactionnaire. C'est comme s'ils disaient « quels imbéciles, quels sauvages que ces perdants de la mondialisation qui veulent en revenir à quelque chose d'aussi repoussant et archaïque que la nation, alors que nous l'avons déjà dépassée et que nous vivons heureux dans un monde sans frontières ». Ce récit est celui des gagnants, mais l'immense majorité des perdants aspire à se sentir de nouveau appartenir à une communauté qui les protège.

Quelle peut être cette communauté ? Comme il ne peut s'agir de la classe sociale, car nos identités ne découlent pas de notre lieu de travail, ni de la position que nous occupons dans le système de production, on observe un retour vers la dernière communauté qui nous a protégé, la communauté nationale. Il y a toujours des camarades qui soutiennent que les Etats-nations sont condamnés à disparaître. Je ne le sais pas. Je ne sais pas dans combien d'années. Pour le moment, ils constituent l'unique instance démocratique capable de protéger les perdants de la mondialisation néolibérale. Il est donc normal que tant de gens se tournent vers la communauté nationale et en appellent à l'Etat.

L'Etat n'a jamais disparu, le néolibéralisme ne l'a pas affaibli, il l'a simplement mis au service de ceux d'en haut. La machine étatique n'a pas été réduite, elle a été mise au service d'une économie de prédation et d'une redistribution des richesses du bas de la pyramide vers le haut de la pyramide. C'est pourquoi l'idée de patrie et d'un Etat fort en vient à occuper de nouveau une position centrale.

LVSL : Nous vivons en France une période de recomposition politique accélérée. L'accession au pouvoir d'Emmanuel Macron, encore inattendue il y a quelques mois, et l'essor d'une nouvelle force néolibérale, En Marche, ont profondément bouleversé le système partisan français. Comment interprétez-vous la victoire d'Emmanuel Macron à l'élection présidentielle ? On parle parfois à son propos d'une forme de "populisme

néolibéral”, qu’il conjugue avec une forme d’incarnation gaullienne de la nation. Qu’en pensez-vous ?

Je crois que Macron incarne, d’une certaine manière, une prise de conscience des élites en France : il leur est désormais nécessaire pour gagner de développer une énergie et un récit similaires à ceux de leurs adversaires populistes, dont elles souhaitent freiner l’avancée. C’est-à-dire qu’il n’est plus possible de l’emporter en employant exclusivement un langage gestionnaire, en s’adressant uniquement à des citoyens envisagés comme des individus rationnels qui votent comme ils font leurs courses au supermarché. Il faut éveiller une idée de transcendance et mobiliser de nouveau l’horizon d’une communauté nationale. Dans le cas de Macron, ce n’est pas tant une communauté nationale qui protège, mais plutôt une communauté qui innove, qui avance. C’est ce que traduit son idée de « start-up nation ».

Il s’agit d’une avancée du projet néolibéral qui, pour se développer et vaincre ses adversaires, n’a d’autre choix que de copier une grande partie des formes d’identification traditionnellement populistes. En ce qui concerne la mobilisation de la jeunesse présentée comme l’avenir de la nation, ou encore la projection d’un leader en relation directe avec la nation, sans intermédiaire, un leader qui marche seul, comme il l’a lui-même mis en scène le soir de sa victoire. Un leader sans parti, sans organisation territoriale, comme une sorte d’entrepreneur innovant et audacieux qui entre en contact avec une nation de consommateurs et d’entrepreneurs.

« Il s’agit d’une avancée du projet néolibéral qui, pour se développer et vaincre ses adversaires, n’a d’autre choix que de copier une grande partie des formes d’identification traditionnellement populistes (...) Si je devais définir Emmanuel Macron, je dirais qu’il est un caudillo néolibéral. »

C’est une forme d’hybridation que nous ne connaissons pas en Europe, mais elle n’est pas nouvelle. Nous l’avons déjà connue. Nous l’avons déjà connue en Amérique latine. Alberto Fujimori au Pérou, c’était un peu cela. De même que Carlos Menem en Argentine. En Amérique latine, on a vu émerger dans les années 1990 plusieurs caudillos populistes néolibéraux – je sais que cela peut sembler contradictoire – qui portaient en étendard l’idée d’une nation qui progresse, en se libérant des corsets de l’Etat qui limitent les possibilités d’entreprendre. Des caudillos qui éclairent l’avenir et ouvrent le pays à la modernité, au marché, à l’innovation. La manière dont se produit l’hybridation, ici en Europe, est nouvelle. Je ne dis pas qu’il s’agit exactement de la même chose, mais j’identifie plusieurs éléments qui me permettent de le relier à ces phénomènes. Si je devais définir Emmanuel Macron, je dirais qu’il est un caudillo néolibéral.

LVSL : Les élections présidentielles ont également vu émerger dans le paysage politique français la France Insoumise, qui manifeste une certaine proximité avec la stratégie de Podemos. A votre avis, quelle direction devraient emprunter les forces progressistes telles que la France Insoumise pour continuer de croître, pour convaincre « ceux qui manquent », notamment les classes populaires tentées par le FN et les classes moyennes qui ont voté Macron ?

Je ne connais pas tous les détails de la situation française, et je dois dire que je ne me permettrai pas de recommander une stratégie aux camarades de la France Insoumise. Je dirais que lorsque l’on expérimente de nouvelles pratiques politiques et qu’elles n’aboutissent pas du premier coup, on peut en conclure trop vite que tout est terminé. Mais s’il vous plaît, ne revenez pas à la rhétorique traditionnelle de la gauche. Nous n’avons pas besoin d’un autre front de gauche, les réponses ne se trouvent pas dans cette direction. Il serait extrêmement dangereux de faire cadeau de l’idée de communauté nationale à nos adversaires, d’interrompre la tentative d’être le parti du peuple français pour devenir le parti de la gauche française. Ce serait un danger, car cela reviendrait à laisser l’espace de l’universel et le droit de parler au nom du peuple français au caudillo néolibéral Macron et à la politique réactionnaire du Front national. Ce serait là un grand danger.

Nous n'avons pas pu éviter l'affrontement au second tour entre Macron et Le Pen, c'est vrai, mais il s'en est fallu de peu. Nous sommes passés tout près d'une transformation historique qui est en réalité déjà en marche et qu'on peut d'ores et déjà observer. Il n'est pas nécessaire de se proclamer populiste en permanence, ce qu'il faut faire, c'est comprendre le populisme et le mettre en pratique. Ensuite, chacun se dénomme comme il l'entend. En Grèce, Syriza continue de se présenter comme une coalition de gauche radicale, mais en réalité, ils ont remporté les élections en arborant le drapeau grec et en défendant l'intérêt national de tous les Grecs face aux politiques d'appauvrissement et de mise à sac du pays imposées par la Troïka. S'ils veulent continuer de se définir comme le parti de la gauche radicale, cela n'a pas vraiment d'importance.

Il y a une scène qui m'a particulièrement marqué en Grèce, lorsqu'une femme s'exprimait en direct dans un programme de télévision pour expliquer qu'elle avait toujours voté à droite, pour le parti Nouvelle Démocratie, mais qu'elle allait cette fois-ci voter pour Alexis Tsipras, car il était le seul à faire face aux corrompus, il était le seul qui défendait la Grèce contre ceux qui voulaient détruire le pays et le piller pour le bénéfice des banques allemandes. C'est cela l'hégémonie. Car cette femme n'est pas devenue « de gauche », elle ne s'est pas réveillée un matin en se disant « mais oui bien sûr, ça fait 200 ans que la gauche a raison, comment se fait-il que je ne m'en sois pas rendue compte plus tôt ? ». Non, c'était simplement une femme qui avait de l'estime pour son pays, du respect pour l'Etat de droit et les institutions, et qui aspirait à vivre dans la tranquillité. Mais à un moment donné, elle a compris que la force politique qui pouvait le mieux représenter les intérêts nationaux de la Grèce, c'était Syriza. Voilà la clé de la victoire, je crois qu'il faut persévérer dans ce sens.

Mais en France, les camarades de la France Insoumise sont confrontés à une difficulté supplémentaire : le Front national est arrivé avant, et des gens susceptibles de s'identifier au discours de la France Insoumise s'identifient déjà à celui du FN.

LVSL : Mais le FN pourrait bien traverser une crise dans les mois qui viennent.

Oui, j'ai lu qu'il y avait en ce moment une crise du fait que certaines franges du FN estiment que le parti a trop dévié à gauche. C'est un peu comme si on revivait ce vieux combat de la Nuit des longs couteaux, entre les SS et les SA, au cours de laquelle le fascisme de droite, aristocratique et conservateur, a affronté le fascisme plébéien de gauche. Pourvu que cette bataille ait lieu au sein du FN, et pourvu qu'elle se termine comme s'est achevée la Nuit des longs couteaux, par la victoire des chemises noires sur les chemises brunes. Ce serait une bonne nouvelle, puisque cela laisserait le champ libre pour une force nationale-populaire démocratique et progressiste en France.

En Espagne, nous avons nous aussi dû faire face à une difficulté : on nous accuse d'avoir des liens avec le Venezuela. Je ne sais pas si c'est aussi le cas en France, ni dans quelle mesure cela a pu affecter la France Insoumise.

LVSL : Dans les dernières semaines de la campagne de premier tour, Jean-Luc Mélenchon s'est vu reprocher sa proximité avec Hugo Chávez et sa volonté d'intégrer la France au sein de l'ALBA.

Ah oui, l'ALBA... Ici en Espagne, cela nous a beaucoup affectés. Aux élections générales, nous sommes parvenus à convaincre la majorité des Espagnols qu'il s'agissait d'une élection à caractère quasi-plébiscitaire, opposant le PP comme représentant du vieux monde et nous-mêmes en tant que représentants du nouveau. Nous avons gagné ce premier round. Nous avons aussi remporté une victoire en démontrant que le PP est un parti abject, un regroupement de bandes mafieuses coalisées entre elles pour piller le pays et patrimonialiser l'Etat. Mais là où nous n'avons pas gagné, cela tient au fait qu'une bonne partie des Espagnols craint davantage le Venezuela que la corruption.

Beaucoup de gens, y compris des électeurs du PP, reconnaissent volontiers que le PP est une mafia, mais certains d'entre eux préfèrent la mafia au Venezuela. Il nous faut réfléchir là-dessus. Je crois que nous devons mener une bataille culturelle et travailler à notre enracinement dans la vie quotidienne de manière plus méticuleuse. Au cours de la guerre éclair, de la guerre de mouvement que nous avons livrée depuis notre création jusqu'aux élections générales de 2015, nous avons été capables de mobiliser 5 millions de voix. C'est historique, car nous n'existions pas deux ans auparavant. Mais je crois que cette phase a atteint un plafond. Si nous n'avions pas pratiqué cette politique nous ne serions pas arrivés aussi loin. Mais il nous faut aujourd'hui l'abandonner pour nous tourner vers une politique de guerre de position. Qu'est-ce que cela signifie ? Pour moi, cela implique que nous puissions représenter l'ordre en Espagne.

LVSL : Vous évoquez régulièrement cette notion d'ordre. S'agit-il d'une manière de démontrer que Podemos n'incarne pas le chaos mais propose à l'inverse un ordre alternatif au néolibéralisme ? D'une façon de répondre à une demande d'autorité présente dans la société, dans les milieux populaires ?

Je dirais les deux, mais pour une raison spécifique à l'Espagne. La crise politique, économique, sociale et territoriale que nous traversons n'est pas due à une contestation déstabilisante provenant des secteurs populaires. Les gens ne se sont pas levés contre l'ordre constitutionnel de 1978, ce sont les élites qui l'ont détruit. Et ce n'est pas là seulement une ressource rhétorique, c'est crucial. En Espagne, nous avons subi une sorte d'offensive oligarchique contre l'Etat de droit et l'Etat social. Ce n'est pas comme lors du long moment 68 européen, au cours duquel il y a bien eu une contestation à l'offensive de l'ordre existant. Aujourd'hui en Espagne, on assiste à une démolition depuis le haut de l'Etat social et de l'Etat de droit. De sorte que la réaction populaire est une réaction de type conservatrice, non pas tant dans un sens idéologique, mais dans l'idée qu'il faut revenir à un pacte social et légal qui nous évite de sombrer dans la loi du plus fort, par laquelle seuls les privilégiés s'en sortent. Notre tâche n'est donc pas de contester l'ordre existant. L'ordre existant n'existe pas, nous avons atteint une situation d'effondrement moral et politique. Il résiste comme il peut, les choses se sont stabilisées, mais sans offrir le moindre renouvellement de la confiance parmi les Espagnols. Notre objectif est de rétablir une idée d'ordre, de mettre en avant cette idée qui parcourait les places lors du mouvement des Indignés : les antisystèmes, ce sont eux. Ce sont eux, les privilégiés, qui ont détruit les bases matérielles du pacte social en Espagne, les services publics, l'emploi en tant que source de droits sociaux, l'égalité de tous les citoyens devant la loi.

« Notre objectif est de rétablir une idée d'ordre, de mettre en avant cette idée qui parcourait les places lors du mouvement des Indignés : les antisystèmes, ce sont eux. »

Ainsi, le plus révolutionnaire que nous puissions faire n'est pas de dénoncer ceux d'en haut ou de mettre le pays sens dessus dessous : il l'est déjà. Nous devons leur nier la possibilité de la restauration, la possibilité de conserver les positions qu'ils détiennent. Et nous n'y parviendrons pas en démontrant qu'ils sont des voyous. L'immense majorité des Espagnols sait déjà que nous sommes gouvernés par des canailles. Je crois que ce qui manque aux citoyens, c'est la confiance dans l'idée qu'il y a une autre possibilité, une alternative qui ne soit pas pour autant le grand saut dans l'inconnu. Une grande partie du pays nous trouve déjà sympathiques et reconnaît que nous avons transformé le paysage politique espagnol. Désormais, il faut qu'ils nous reconnaissent la capacité de prendre les rênes de notre pays en bon ordre. Quel en est le meilleur exemple ? Les mairies du changement.

LVSL : En effet, c'était d'ailleurs l'objet de votre intervention à l'université d'été de Podemos en juillet dernier : le rôle des institutions conquises dans le récit du changement. En quoi les mairies remportées par Podemos et les coalitions soutenues par Podemos en mai 2015 sont-elles un atout dans votre stratégie d'accession au pouvoir ?

Depuis deux ans, nous gouvernons Madrid, Barcelone, Cadix, La Corogne, et plusieurs autres grandes villes du pays. Quand nous sommes arrivés aux responsabilités, tous nos adversaires ont expliqué que ces villes allaient sombrer, que les investissements étrangers allaient partir, qu'il n'y aurait plus d'ordre public, plus de sécurité, que les services municipaux ne viendraient plus récupérer les poubelles, etc. Aujourd'hui, deux ans plus tard, quel est notre principal patrimoine ? Je sais que cela peut sembler paradoxal aux yeux des révolutionnaires : le fait qu'il ne se soit rien passé. Quelle est la plus grande avancée du processus de changement politique en Espagne ? Le fait qu'à Madrid, il ne se soit rien passé. Aujourd'hui, à la cafétéria, une vieille dame m'a insulté. Elle m'a dit « quel mal vous faites à notre pays ! Si vous gouvernez, ce sera comme le Venezuela, c'est terrible ! ». Et je lui ai répondu « Madame, et ici à Madrid ? Nous gouvernons déjà la ville. Vous a-t-on déjà retiré le moindre droit depuis que Manuela Carmena est à la tête de la mairie ? Avez-vous perdu la moindre parcelle de votre qualité de vie ? ».

Les mairies sont devenues notre principal point d'appui, car elles ont été capables de construire une quotidienneté différente. Une idée de Madrid différente, une manière de mettre en valeur les fêtes populaires dans les quartiers, de retrouver l'identité de Madrid et de valoriser les espaces en commun à l'intérieur de la ville avec une nouvelle façon de l'habiter. Mais le plus radical dans tout cela, ce n'est pas que nous ayons affiché une banderole « Refugees Welcome » sur le fronton de la mairie, c'est que la ville ne s'est absolument pas effondrée. Qu'est-ce que cela signifie ? Que nous pouvons construire et représenter la normalité, tandis que les politiques néolibérales ont construit l'exception.

« Ce qui manque aux citoyens, c'est la confiance dans l'idée qu'il y a une autre possibilité, qui ne soit pas pour autant le grand saut dans l'inconnu (...) Nous devons être une force politique qui anticipe l'Espagne qui vient, les porteurs d'une idée d'ordre alternatif face au désordre provoqué par ceux d'en haut. »

Il y aura probablement des élections générales en 2020. Mais notre date fatidique, c'est 2019 : les élections municipales et régionales. Car en Espagne, ce sont les villes et les communautés autonomes [les régions] qui gèrent l'Etat social, la santé, l'éducation, la dépendance. Tout ce qui importe le plus, à l'exception des retraites. L'Etat-providence, ou du moins ce qu'il en reste, est géré par les régions et non par l'Etat central. Il est fondamental que nous soyons capables de nous présenter aux prochaines élections nationales en démontrant aux Espagnols que nous pouvons prendre les rênes de notre pays avec un réel projet. C'est cela l'hégémonie : un projet qui soit capable d'offrir quelque chose y compris à ceux qui n'ont pas voté pour nous. Nous devons pouvoir dire aux Madrilènes, aux habitants de la région de Valence, de Navarre ou d'Aragon que leurs villes et leurs régions sont gouvernées en faveur d'un intérêt général qui se rapproche le plus des intérêts des gens ordinaires. Et leur démontrer que nous ne porterons préjudice à personne.

Même s'il est vrai que certains vont devoir payer des impôts alors qu'ils n'en paient pas aujourd'hui, que nous allons en finir avec les cadeaux et la spéculation immobilière. Oui : la loi sera appliquée. Mais nous devons assurer qu'il y a dans notre projet national de la place pour les gens qui ne voteront jamais pour nous, mais dont nous sommes prêts à prendre en charge les besoins. Je crois que c'en est fini de la phase où l'on se contentait de proclamer tout cela. Aujourd'hui débute la phase où nous devons le prouver au jour le jour, depuis les responsabilités que nous occupons déjà. En résumé, une phase dans laquelle nous devons être des dirigeants avant de devenir des gouvernants, être une force politique qui anticipe l'Espagne qui vient, même si nous n'avons pas encore la majorité des suffrages pour réaliser notre projet. Nous devons être les porteurs d'une idée d'ordre alternatif face au désordre provoqué par ceux d'en haut. C'est très difficile, mais c'est pour nous la clé d'une véritable avancée politique en Espagne.

Propos recueillis par Léo Rosell, Vincent Dain et Lenny Benbara

P.-S.

* « Macron est un caudillo néolibéral » "Le vent se lève, août 16, 2017 :

<http://lvsl.fr/macron-est-un-caudillo-neoliberal-entretien-avec-inigo-errejon>